



La FSU reçue au vice rectorat le 12 décembre.



La FSU, fédération syndicale unitaire, majoritaire dans l'Education Nationale a été reçue jeudi 12 décembre au Vice Rectorat. Etaient présents, Monsieur Le Ray (SG), Monsieur Cima (DRH), Monsieur Delmas (DGEE) et Monsieur Sanquer (Dircad de la Ministre).

Suite aux annonces faites par le premier Ministre et JM Blanquer, la mobilisation des enseignants de la maternelle à l'université ne faiblit pas et tend même à se renforcer . La FSU a réitéré sa volonté de faire fléchir le gouvernement :

- retrait de cette réforme des retraites inique qui aurait de lourdes conséquences sur les pensions des enseignants, alors que chacun sait que le métier d'enseignant est sous-payé et que nos conditions de travail ne cessent de se dégrader.
- Retrait de l'âge pivot, qui obligerait les personnels et ce, dès la génération 1960 à travailler davantage pour prétendre à leur retraite complète.

Le Ministre de l'Education nationale veut lier une pseudo revalorisation et la redéfinition du métier d'enseignement à la réforme des retraites. Les grandes lignes de cette « revalorisation » transparaissent dans les discours des uns et des autres : d'autres missions, une augmentation de temps de travail et une réduction des vacances. Ce serait donc double peine pour les enseignants.

Les enseignants ne font pas confiance au Ministre qui, depuis qu'il est arrivé au MEN, multiplie les mesures et les réformes sans concertation avec un mépris le plus total pour les enseignants et leurs syndicats :

- Gel du point d'indice et des mesures de (petites) revalorisations prévues dans le PPCR en 2017 avec reprise en 2021 (les fameuses augmentations claironnées dans les media!)
- Mise en place de « l'école de la confiance » où il instaure un devoir de réserve pour baillonner les enseignants

- Réforme du lycée avec des spécialités à la carte renforçant les inégalités et des épreuves communes de contrôle continu avec une banque de sujets qui n'est pas prête contrairement à ce qu'il affirme dans les Media.
- Imposition des 2 HSA (sous-payées) qui a permis la suppression de 2600 postes (10 en Polynésie) et entame la casse de nos statuts

Ce qui se profile à l'horizon est de la même teneur :

Renforcement du pouvoir des chefs d'établissements qui décideraient de l'avancement de certains enseignants « méritants »

- Mise en place de primes pour missions d' « orientation » avec son corollaire de suppressions de postes de Psy-EN déjà victimes d'une véritable saignée
- Mise en place d'une prime pour mobilité, alors qu'on nous bassine sur les projets inter disciplinaires, le travail d'équipe alors qu'on sait que la stabilité des équipes est gage de réussite des élèves.

Entre autres mauvaises nouvelles..

Pour la Polynésie, la FSU revendique la réouverture immédiate des discussions sur l'ITR qui se réduit comme peau de chagrin et qui disparaîtra en 2028, la prise en compte des conditions de travail sur le territoire avec des conditions climatiques débilantes pour tous, conditions qui atteignent leur paroxysme dans les îles éloignées avec le problème des évacuations vers le centre hospitalier du Taaone et une espérance de vie plus basse qu'en métropole.

En découle l'urgence de mettre en place le CHSCT en Polynésie.

Le Secrétaire général nous a assuré qu'il ferait remonter nos échanges au MEN.

Le Directeur de cabinet de Madame la Ministre nous a assuré que le Président du territoire suivait de très près l'évolution du dossier avec une attention particulière pour les fonctionnaires d'Etat.